

ÉTUDE DE MARCHÉ

Les États-Unis : ni craints, ni aimés



Le Pew Research Center réalise depuis trois ans des sondages réguliers dans une cinquantaine de pays pour évaluer l'évolution de l'image des États-Unis. La dernière livraison de cette étude montre à la fois que les États-Unis ne font plus vraiment peur et qu'ils n'inspirent plus l'admiration. Les sondés sont de plus en plus sceptiques quant aux explications fournies sur la menace terroriste depuis le 11 septembre. Ils pensent que les guerres entreprises par Washington ne sont pas sincèrement dirigées contre le terrorisme, mais visent à dominer le monde et à contrôler les ressources pétrolières. Ils estiment que Bush et Blair ont menti à propos de l'Irak et que les États-Unis ne sont plus dignes de confiance.

page 2

Suspendre la démocratie face au terrorisme

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Ne supportant pas le verdict populaire en Espagne, certains remettent en cause la démocratie. Ainsi, André Glucksmann écrit : « Une règle, une règle et seulement une règle ferme s'impose d'elle-même en Europe après cette tragédie. Dans le cas d'un autre détournement de consultation électorale, le scrutin doit être immédiatement suspendu » (sic). Pour l'essayiste, le seul moyen de résister au terrorisme, serait de suspendre le processus constitutionnel.

page 7

REPÈRE : 23 MARS 1998

Quand l'Iran gazait les Kurdes d'Halabja

Le 16 mars 1988, lors d'une offensive irakienne au Kurdistan irakien, les armées irakiennes et iraniennes ont, comme à l'accoutumée, utilisé des obus chimiques (fournis par les USA, la GB et l'Allemagne). Sur la ligne de front, un gaz se déplace sur Halabja. Plus de 5.000 civils mourront et les images atroces feront le tour du monde. Elles seront utilisées pour symboliser la barbarie de Saddam Hussein. Une semaine après les faits, le 23 mars, la Defense Intelligence Agency, qui soutient techniquement l'armée irakienne dans la région, rédige un rapport confidentiel. Il relève qu'au vu du gaz utilisé (du cyanure, alors que les Irakiens utilisent du chlore), il s'agit fort probablement d'obus chimiques iraniens. George Bush senior publiera une version tronquée du rapport en 1989 pour justifier la première Guerre du Golfe et Bush junior en fera usage à son tour. Le *New York Times* publiera, en janvier 2003, le document originel, mais la machine de propagande fait semblant de l'ignorer jusqu'à ce jour. ■



OFFRE D'EMPLOI : OFFICIER DE LIAISON AVEC HOLLYWOOD

Le secrétaire à la Sécurité de la Patrie, Tom Ridge, recrute un officier de liaison avec l'industrie du divertissement. Son rôle sera d'influencer l'image du département dans les médias de divertissement de masse. Chargé de sélectionner les demandes d'assistance technique et logistique et de fournir des conseils stratégiques au département, il décidera du soutien accordé ou non et de la garantie d'authenticité et de factualité des projets candidats. Grâce à vos compétences dans les domaines de la sécurité et du divertissement, les prochaines superproductions sur la menace terroriste dépendront fidèlement la véritable nature et l'authentique mission du département de Sécurité de la Patrie. Poste basé à Hollywood, CA. Rémunération : 136 466 \$/an. Envoyez votre CV à DHSQ Jobs, 59000 Centreville Road, Suite 410, Centreville, VA 20121. USA. ■

Étude de marché

Les États-Unis : ni craints, ni aimés

Le Pew Research Center réalise depuis trois ans des sondages réguliers dans une cinquantaine de pays pour évaluer l'évolution de l'image des États-Unis. La dernière livraison de cette étude montre à la fois que les États-Unis ne font plus vraiment peur et qu'ils n'inspirent plus l'admiration. Les sondés sont de plus en plus sceptiques quant aux explications fournies sur la menace terroriste depuis le 11 septembre. Ils pensent que les guerres entreprises par Washington ne sont pas sincèrement dirigées contre le terrorisme, mais visent à dominer le monde et à contrôler les ressources pétrolières. Ils estiment que Bush et Blair ont menti à propos de l'Irak et que les États-Unis ne sont plus dignes de confiance.

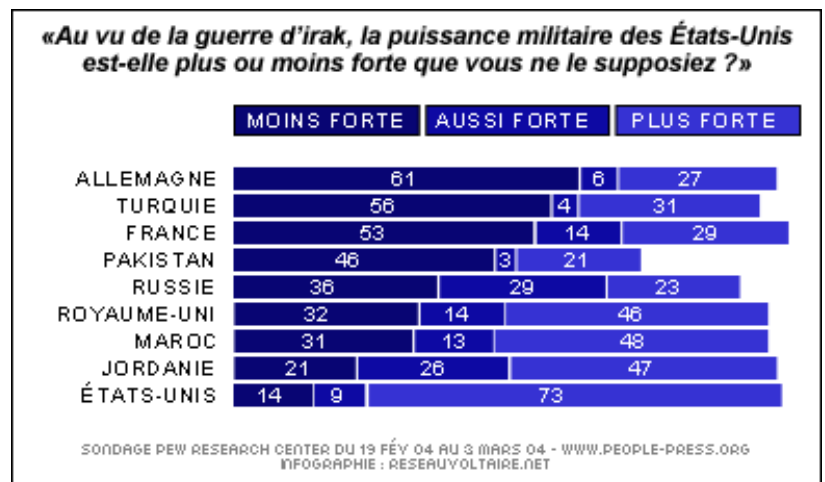


Deux écoles s'affrontent aujourd'hui pour déterminer la politique étrangère des États-Unis. Pour l'administration Bush, Washington doit assumer sa fonction impériale et ne pas hésiter à faire usage de la force pour mettre de l'ordre dans le monde et prévenir l'émergence d'un compétiteur. Au contraire, pour les

démocrates, Washington doit exercer un leadership souple en s'appuyant sur la coopération de ses partenaires. Dans le premier cas, les États-Unis doivent être craints, dans le second, ils doivent être admirés.

C'est pourquoi, depuis l'été 2001, le Pew Research Center réalise des sondages d'opinion dans une cinquantaine de pays et compare l'évolution de l'image des États-Unis dans chacun d'entre eux. Cette étude, menée avec rigueur, est dirigée par l'ancienne secrétaire d'État Madeleine K. Albright, assistée d'un conseil de vingt-sept personnalités allant de Leslie H. Gelb (président du Council on Foreign Relations) à Henry Kissinger, en passant par les directeurs d'AOL-Time-Warner et de l'International Herald Tribune, ou les directeurs de Greenpeace et de Human Rights Watch [1]. Elle devait initialement évaluer les réactions populaires à la mondialisation, c'est-à-dire à l'intégration des États dans un Empire unique, mais elle s'est adaptée aux besoins en mesurant l'impact des attentats du 11 septembre et de la guerre d'Afghanistan. Une étude complémentaire a été réalisée fin février et début mars 2004 (soit avant les attentats de Madrid) pour évaluer les conséquences de la guerre d'Irak [2].

Une partie des questions posées est identique dans chaque étude, une autre est conçue en fonction de l'actualité. Bien entendu, toutes reflètent les préoccupations politiques de Washington et plaquent une logique unique sur des cultures diverses.

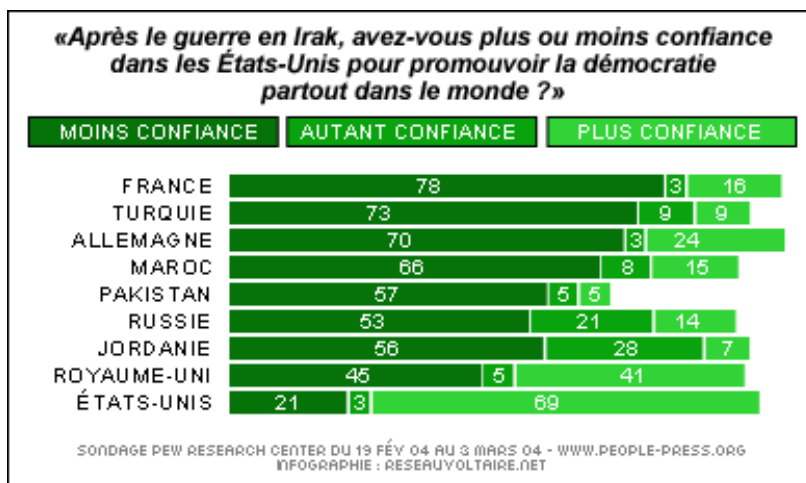


En tout premier lieu, pour les néo-conservateurs, l'une des raisons d'être des guerres contre l'Afghanistan et contre l'Irak était de montrer la puissance du Pentagone et d'inspirer la crainte. Mais à la question « *Au vu de la guerre d'Irak, la puissance militaire des États-Unis est-elle plus ou moins forte que vous ne le supposiez ?* » les réponses sont décevantes : Si les États-Uniens ont été convaincus par Fox et autres chaînes patriotiques qu'ils sont tous-puissants, le reste du monde (à l'exception des Britanniques également soumis à la propagande militaire) a surtout vu qu'il leur fallait 200 000 hommes pour écraser l'armée d'un pays sous-développé et finalement se heurter à une résistance intérieure. Certes les Irakiens ont été terrassés par les milliers de missiles qui se sont abattus sur eux, mais c'est l'échec de la « théorie du choc et de la stupeur » au plan international.

En second lieu, pour les démocrates, les États-Unis tirent leur prestige de leur marque de « pays de la liberté ». Ils seront respectés tant que vivra le « rêve

américain » et qu'ils passeront pour les libérateurs de l'Europe face au nazisme. La question « *De ce que vous en savez, les gens de votre pays qui ont émigré aux États-Unis ont-ils amélioré leurs conditions de vie ?* » obtient des réponses mitigées. Si les États-Uniens sont habités de souvenirs familiaux positifs, l'attraction sur le reste du monde est inversement proportionnelle au niveau de vie. Ce qui signifie que les USA ne sont plus vus comme un pays où chacun peut faire fortune s'il en a le talent, mais comme un pays développé où le niveau de vie est plus élevé que le moyenne.

La question « *Après la guerre en Irak, avez-vous plus ou moins confiance dans les États-Unis pour promouvoir la démocratie partout dans le monde ?* » obtient un résultat très décevant.

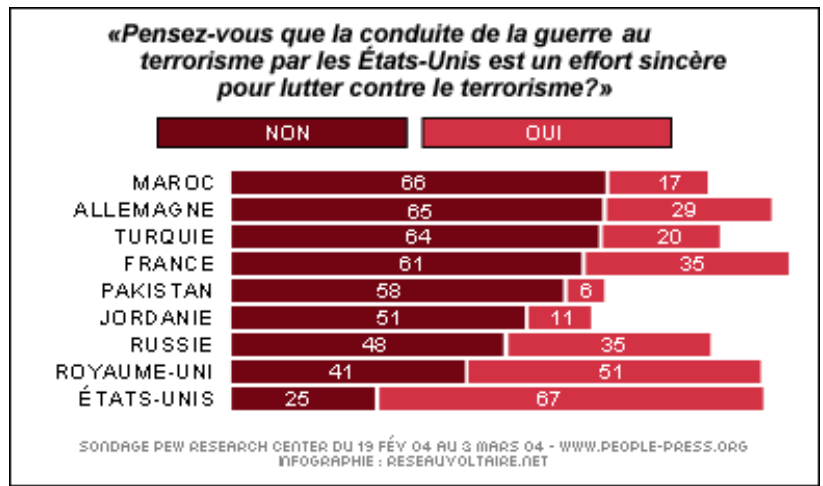


Il n'y a plus que les États-Uniens pour croire à cette fable, même si quelques Britanniques s'y accrochent encore. Washington a dilapidé le capital de sympathie dont il disposait depuis la Libération et qu'il avait su faire fructifier dans les États alliés durant la Guerre froide.

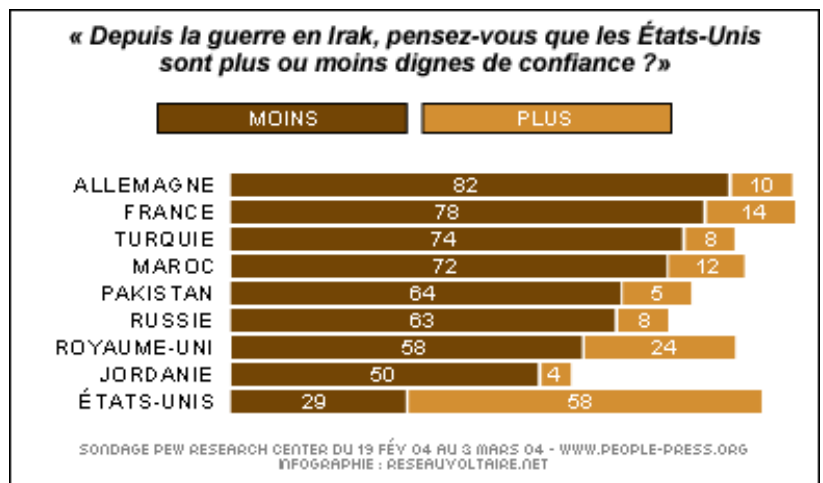
Bref, les États-Unis n'inspirent plus ni crainte, ni respect à ceux de leurs alliés qui connaissent un développement économique comparable. La classe dirigeante états-unienne ne trouve pas là de critère décisif permettant de départager républicains et démocrates. On serait même plutôt enclin à penser que la stratégie douce des Kerry et des Soros est aujourd'hui plus difficile à mettre en œuvre que la méthode forte des Bush et des Rumsfeld.

Le Pew Research Center a également évalué l'adhésion des populations à la guerre au terrorisme.

La question « *Pensez-vous que les États-Unis ont raison de se sentir si concernés par la guerre au terrorisme, ou pensez-vous qu'ils réagissent de manière exagérée ?* » revient en fait à demander sans en avoir l'air si les sondés sont ou non convaincus que les États-Unis ont été agressés par des terroristes étrangers le 11 septembre 2001 et que les mouvements terroristes dans le monde sont liés entre eux et à des États. Si les Britanniques ont, sur ce sujet comme sur les autres, des réponses comparables à celles des États-Uniens avec une moindre intensité, le reste du monde sombre dans le scepticisme à l'exception de la Russie (et probablement d'Israël) qui développe pour son compte le même discours anti-terroriste.



La question « *Pensez-vous que la conduite de la guerre au terrorisme par les États-Unis est un effort sincère pour réduire le terrorisme international ?* » donne un résultat désastreux. Toujours à l'exception des Britanniques, les sondés considèrent que le 11 septembre est instrumentalisé pour atteindre des fins inavouables, même s'ils croient à la théorie du complot Al Qaïda. Le Pew Research Center, qui s'attendait à ce type de réponse, avait prévu de poser une question subsidiaire à tous ceux qui mettent en doute la sincérité des États-Unis : « *Pensez-vous que l'une des raisons suivantes est un mobile important qui pousse les États-Unis à mener la guerre au terrorisme : contrôler le pétrole du Proche-Orient, cibler les gouvernements et groupes musulmans qu'ils estiment inamicaux, protéger Israël, ou dominer le monde ?* ». Les opposants anglo-états-uniens ont ici une évidente difficulté à répondre : formuler les mobiles d'un crime commis par leur pays reste un tabou. Pour le reste du monde, les choses sont plus claires. Encore que la proposition « *protéger Israël* » est trop imprécise ; les résultats auraient peut être été bien différents avec « *soutenir la politique d'Ariel Sharon* ».



Le Pew Research Center a enfin évalué les conséquences de la polémique sur les armes de destruction massive irakiennes. Il en ressort que les Anglo-États-Uniens pensent que leurs gouvernements respectifs ont choisi de croire les rapports de renseignement qui les avantageaient, tandis que le reste du monde pense que Bush et Blair ont menti en pleine connaissance de cause. Surtout, à l'issue de cette affaire, la plupart des sondés pensent que les États-Unis sont moins dignes de confiance qu'auparavant. Dans de telles conditions, on ne sera

pas étonné de découvrir que le responsable politique disposant du plus grand nombre d'opinions favorables (hors États-Unis et Royaume-Uni) n'est plus George W. Bush, mais... Jacques Chirac.

[1] Le Conseil est composé de Llyod Axworthy (Canada), Stephen M. Case, Hernando De Soto (Pérou), Gareth Evans, Leslie H. Gelb, Peter C. Goldmark, David Hannay (Royaume-Uni), Carla A. Hills, Henry Kissinger, Yotaro Kobayashi (Japon), Tommy Koh (Indonésie), Philippe Lampreia (Brésil), Jessica Tuchman Mathews, Don McHenry, la reine de Jordanie, John Pasacantando, Peter G. Peterson, Moeen Qureshi, Kenneth Roth, Jenny Shipley (Nouvelle-Zélande), Peter D. Sutherland (Irlande), John J. Sweeney, Mgr Desmond M. Tutu (Afrique du Sud), Laura D'Andrea Tyson (Royaume-Uni), B. Joseph White, Tadashi Yamamoto (Japon), Charles Zhang (Chine).

[2] *A Year After Irak War : Mistrust of America in Europe ever Higher, Muslim Anger Persist*, The Pew Research Center for the People & the Press, 16 mars 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Suspendre la démocratie face au terrorisme

Analyse

Le résultat inattendu des élections législatives espagnoles continue de susciter les commentaires vengeurs des dirigeants atlantistes.

Dans le *Wall Street Journal*, le journaliste conservateur espagnol Ramon Perez-Maura propose sans nuances de traduire le nom du Premier ministre, Luis Zapatero par Neville Chamberlain, par référence au Premier ministre britannique qui crut empêcher la Seconde Guerre mondiale en signant les accords de Munich avec Hitler.

Tout aussi outrancier, Gustavo de Arístegui, porte-parole du Parti populaire, assure dans le *Washington Post* qu'il ne faut pas exagérer l'importance du litige irakien pour expliquer les attentats de Madrid : en réalité, poursuit-il le plus sérieusement du monde, les islamistes sont obsédés par la reconquête catholique et la perte de Grenade en 1492.

Ne supportant pas le verdict populaire, certains franchissent le pas de la remise en cause de la démocratie. C'est le cas du philosophe André Glucksmann, qui s'était pourtant fait connaître en dénonçant le totalitarisme soviétique. Dans le *Wall Street Journal*, il écrit : « Une règle, une règle et seulement une règle ferme s'impose d'elle-même en Europe après cette tragédie [des attentats de Madrid]. Dans le cas d'un autre détournement de consultation électorale, le scrutin doit être immédiatement suspendu » (sic). Paradoxalement, pour l'essayiste, outré par l'idiotie des électeurs espagnols qui ont cédé à la pression terroriste, le seul moyen de résister au terrorisme, c'est de suspendre le processus constitutionnel. Ces propos inquiétants ne manqueront pas de relancer la rumeur selon laquelle José-Maria Aznar aurait proposé au roi, en vain, de suspendre les élections et de proclamer l'état de siège. Quoi qu'il en soit, ils manifestent la contamination sécuritaire des élites européennes, désormais prêtes à sacrifier la démocratie.

C'est ce qu'analyse clairement le gaulliste Paul-Marie de La Gorce. Il explique aux lecteurs de *Gulf News* la bataille interne qui se livre en Europe : d'un côté des classes dirigeantes ayant lié leur sort aux États-Unis, de l'autre des opinions publiques hostiles à la politique étrangère de l'administration Bush.

Illustrant ce nouveau conflit de classe, le réalisateur Ken Loach, qui devrait se présenter aux élections européennes sur la liste formée par George Galloway et les dissidents travaillistes, souligne qu'en s'éloignant de la volonté populaire à propos de la guerre, José-Maria Aznar et Tony Blair se sont éloignés de la démocratie. Bien entendu, il espère, dans *The Independent*, que le second sera sanctionné par les électeurs comme le premier l'a été.

Autre illustration, mais du côté des nantis, comme il y a soixante-dix ans, l'anti-démocratie va de pair avec le bellicisme. Ainsi, l'ancien directeur des programmes du Conseil de sécurité nationale, Philip Bobbitt, se félicite dans le *Guardian* que son pays ait agi en Irak. Ce n'est pas en se jetant à genoux devant les terroristes qu'on les apaisera, écrit-il, car on ne peut les apaiser. On ne peut que les combattre.

La palme du discours martial revient, on s'en doute, à George W. Bush lui-même. Dans un discours au corps diplomatique partiellement reproduit par le *Wall Street Journal*, Il réaffirme sa détermination à poursuivre la guerre au « terrorisme ». Le sort réservé à l'Irak a montré qu'il n'y avait aucun territoire neutre où les « terroristes » puissent se croire à l'abri.

Seul espoir dans ce tableau : l'armée de l'Empire est au bord de la paralysie. William M. Arkin s'interroge dans le *Los Angeles Times* sur la réforme du Pentagone initiée par Donald Rumsfeld. Le secrétaire à la Défense voulait briser la bureaucratie et contrôler les dépenses pour accroître l'efficacité des armées. Mais en fixant des objectifs stratégiques encore plus ambitieux que par le passé, il a aboutit à l'effet inverse : l'état-major doit tout prévoir à la fois, les forces sont dispersées et leur planification est devenue un casse-tête insoluble. Loin de réaliser des économies, ses coupes budgétaires à mauvais escient ont fait exploser le budget de la Défense.

Réseau Voltaire

Ramon Perez-Maura

Ramon Perez-Maura est assistant rédacteur en chef du quotidien conservateur espagnol ABC.

« Neville Chamberlain, version espagnole »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Neville Chamberlain, en Español », par Ramon Perez-Maura, *Wall Street Journal*, 20 mars 2004.

L'Espagne a un nouveau gouvernement, socialiste et violemment opposé à la guerre. **José Luis Zapatero** est un homme de gauche de la vieille école, extrêmement anti-américain, alors que le **Parti populaire** avait formé le gouvernement le plus pro-américain de toute l'histoire de l'Espagne. **José-Maria Aznar** était un allié de **George W. Bush** autant que l'est **Tony Blair**. Il avait compris que c'était dans les relations transatlantiques qu'on pouvait trouver un moyen de restaurer le poids de l'Espagne face à l'emprise étouffante de la France. Il croyait également à la guerre au terrorisme et concevait les opérations en Irak comme une bataille dans cette guerre.

On ignore encore quel sera l'impact de la victoire socialiste. Les socialistes ont accusé le gouvernement d'être responsable des attentats en raison de leur engagement en Irak et ils ont exprimé plus de colère contre les États-Unis que contre les responsables des attentats. M. Zapatero, le Neville Chamberlain espagnol, a décidé de retirer les troupes d'Irak, récompensant ainsi les terroristes, et a appelé George W. Bush et Tony Blair à l'autocritique. M. Zapatero est si extrémiste que la gauche européenne ne le soutient pas. Ainsi, c'est M. **Mariano Rajoy** du **Parti populaire** que Tony Blair a reçu pendant la campagne, pas lui.

M. Zapatero veut ramener l'Espagne dans le giron d'une France qui infantilise le pays et dont elle sera le Sancho Panza. L'Espagne et les États-Unis vont souffrir de « l'effet Zapatero » et déjà, le nouveau gouvernement espagnol prie pour une victoire de **John Kerry**.

Gustavo de Arístegui



Gustavo de Arístegui est député espagnol et porte-parole du Parti populaire.

« C'est une folie de croire qu'ils nous ont frappé simplement à cause de l'Irak »

Source : Washington Post

Référence : « It's Folly to Think They Struck Us Simply for Iraq », par Gustavo de Arístegui, *Washington Post*, 21 mars 2004.

Plus d'une semaine après l'horreur qui a tué 200 personnes et blessé 1600 autres, je suis encore sous le choc comme tout mon pays. Nous continuons à nous interroger sur les raisons de ce carnage. Même si les attentats sont probablement le fait des islamistes, peut-être liés à Al Qaïda, d'autres pistes sont explorées.

Certains ont, de façon simpliste, affirmé que nous étions frappés en raison du soutien de l'Espagne à la guerre d'Irak. Je m'élève contre ce syllogisme qui mène sur une voie dangereuse : il nous pousse à croire que les excuses avancées par les terroristes sont les vraies raisons du terrorisme. Ils nous pousse à vouloir apaiser la bête alors que justement elle se nourrit de l'apaisement. Les réclamations des terroristes ne sont que des moyens de déstabiliser les démocraties pour imposer un califat islamiste sur la communauté des croyants. Malgré tout, nous continuons à apaiser la bête et l'Espagne a fait perdre un parti à l'excellent bilan économique et à qui la victoire électorale était promises. Nous avons fait des erreurs dans les informations transmises à la presse, mais rien n'a été fait par mauvaise foi. Les socialistes ont gagné et maintenant, ils doivent agir avec prudence concernant leur promesse de retrait des troupes d'Irak. Les terroristes sont obsédés par la perte de Grenade et l'Espagne a participé au démantèlement de groupes terroristes. Il ne faut donc pas exagérer les liens entre les attentats et la présence espagnole en Irak. Il ne peut y avoir d'apaisement des terroristes et les démocraties doivent s'unir dans le combat contre eux.

André Glucksmann



André Glucksmann est philosophe et essayiste. Il est l'auteur de *Ouest Contre Ouest*.

« Le Monde du Mégaterrorisme »

Source : Wall Street Journal

Référence : « The World of Megaterrorism », par André Glucksmann, *Wall Street Journal*, 21 mars 2004.

Dans sa revendication des attentats de Madrid, Al Qaïda a mis tout le monde dans sa ligne de mire, y compris l'Allemagne et la France. Cette dernière a même mérité une condamnation spéciale pour son interdiction du voile islamique. C'est folie de la part des Européens que de croire qu'ils sont protégés des attentats parce qu'ils se sont opposés au renversement de Saddam Hussein. Rien n'est épargné par les terroristes et peu importe que ceux qui ont été tués à Madrid étaient sans doute opposés à la guerre en Irak. Le « matériel humain » n'a pas d'importance pour les terroristes.

Ce 11 mars a été le 11 septembre de l'Europe à ceci près que les assassins peuvent affirmer avoir gagné. La défaite du **Parti populaire** qui était annoncé vainqueur des élections va laisser les terroristes croire qu'ils sont plus forts que la démocratie. Si les socialistes tiennent leurs promesses et retirent leurs troupes d'Irak, les terroristes seront convaincus que le crime paye. Ceux qui affirment que **José-Maria Aznar** a été battu à cause de son alliance impopulaire avec **George W. Bush** disent n'importe quoi : cette alliance était aussi impopulaire avant les attentats quand le Parti populaire était annoncé vainqueur. Les attentats de Madrid ont réveillé les démagogues prêts à inverser les responsabilités. N'y a-t-il pas eu des « idiots utiles » qui ont affirmé que Bush et la **CIA** étaient responsables des attentats contre les tours jumelles ? Il faut fixer une nouvelle règle en Europe : suite à un attentat, les élections devront être repoussées, le temps que gouvernés et gouvernants retrouvent leurs esprits et que la population puisse exprimer sereinement son pouvoir souverain. Certains affirment que le gouvernement a été battu parce qu'il aurait menti sur l'attentat en accusant ETA. C'est un misérable alibi car tout le monde a d'abord cru à la culpabilité du groupe basque.

Nous sommes au temps du « Mégaterrorisme » et l'Europe doit s'unir derrière **Tony Blair** plutôt que derrière le soi-disant « camp de la paix ».

Paul- Marie de La Gorce

Paul-Marie de La Gorce est un écrivain et journaliste français travaillant sur les questions du Moyen-Orient et les questions stratégiques internationales.

« Les Européens font face à une longue bataille interne »

Source : Gulf News

Référence : « Europeans are facing a long internal battle », par Paul-Marie de La Gorce, *Gulf News*, 21 mars 2004.

Le choc produit par les attentats de Madrid a mis en lumière le dilemme de l'Europe face à la guerre menée par les États-Unis.

Aussitôt que les responsables des attentats ont été connus, la réponse immédiate de la population espagnole a été une hostilité massive à la guerre d'Irak et à la décision de **José-Maria Aznar** de la soutenir. La défaite d'Aznar est la défaite de tous ceux qui ont directement ou indirectement soutenu la guerre. Cela a eu pour effet marquant la décision du gouvernement espagnol de retirer ses troupes après le 30 juin, précisément au moment où les États-Unis veulent renforcer les contingents de toutes nationalités dans le pays.

La crise de l'an dernier rappelle la politique d'indépendance de De Gaulle en France, mais à l'époque, aucun pays européen ne l'avait suivi. Dans le cas irakien, **Gerhard Schröder** et **Vladimir Poutine** se sont joints à la France et aujourd'hui c'est le tour de l'Espagne. Les partisans de la ligne américaine n'ont pas dit leur dernier mot. Le Royaume-Uni, qui restera proche des États-Unis même en cas de défaite de **Tony Blair**, a mobilisé les pays d'Europe centrale et orientale. Quand la Turquie rejoindra le club, ses positions pèseront lourd sur les politiques de l'Union européenne au Moyen-Orient. Les États-Unis conservent donc un grand poids sur les politiques des pays européens. On ne sait pas encore comment la politique européenne va évoluer. Les positions des pays d'Europe centrale et orientale se fondent sur des craintes anachroniques vis-à-vis d'une menace soviétique qui n'existe plus, mais elles n'évolueront que sur le long terme. L'Italie verra peut-être la défaite de **Silvio Berlusconi**, mais cela ne signifie pas qu'elle rompra avec une politique étrangère qui est la sienne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans l'autre sens, les chrétiens-démocrates pourraient l'emporter en Allemagne, mais ils devront tenir compte d'une opinion publique qui soutient la politique étrangère de Schröder.

L'Europe va vivre une longue bataille interne avec une classe dirigeante européenne tentée par l'alignement avec les États-Unis et une opinion publique hostile.

Ken Loach



Ken Loach est réalisateur britannique et candidat à l'élection européenne de la Respect Unity Coalition.

« Était-il inutile de manifester ? Non ! Non ! Non ! »

Source : The Independent

Référence : « Was it futile to march ? No ! No ! No ! », par Ken Loach, *The Independent*, 21 mars 2004.

Un mois après que deux millions de personnes aient défilé pour s'opposer à une attaque de l'Irak, les bombes commençaient à tomber sur Bagdad, le gouvernement signifiant ainsi qu'il se moquait de notre avis. Une telle situation est désespérante, mais les manifestations n'ont pas été inutiles car elles ont démontré aux populations du Moyen-Orient que nous ne nous moquons pas de l'invasion illégale d'un pays arabe.

Nos manifestations ont construit des ponts avec le Moyen-Orient, offrant des possibilités de discussions dans le cadre d'un mouvement global qui s'oppose à ceux au pouvoir en offrant une vision alternative fondée sur le partage des ressources, la démocratie, le développement durable et le respect mutuel. Même si le **New Labour** ne nous a pas écouté, les manifestations ont créé le débat et l'Espagne vient de nous montrer l'impact que peut avoir ce type de mouvement sur le sort du parti au pouvoir.

La guerre de **George W. Bush** et **Tony Blair** ne nous a pas mis plus en sécurité. C'est une guerre de classe qui nous met en première ligne. Elle est menée par la classe dominante mondiale pour les intérêts du capital états-unien. Les économies des pays du Moyen-Orient vont être réformées pour que les entreprises états-uniennes aient accès aux marchés et aux ressources. Le 11 septembre a été une excuse pratique pour justifier une attaque de l'Irak déjà décidée.

Les manifestants n'ont pas en commun que leur opposition à la guerre, nous voulons aussi que les ressources qui sont dépensées pour mener ces conflits soient attribuées à la reconstitution de l'État providence. L'Espagne nous a montré la voie et nous devons nous rassembler autour du **Respect Unity Coalition**.

Philip Bobbitt



Philip Bobbitt est ancien directeur des programmes de renseignement au National Security Council. Il est l'auteur du livre à paraître *The War Against Terror*.

« Nous jeter à genoux ne nous aurait pas mis en sécurité »

Source : The Guardian

Référence : « Getting down on our knees would not have kept us safe », par Philip Bobbitt, *The Guardian*, 20 mars 2004.

Certains croient que les opposants aux invasions de l'Afghanistan et de l'Irak n'ont pas à craindre d'attaque d'Al Qaïda et que si les États l'occupant actuellement retiraient leurs troupes d'Afghanistan et d'Irak, cela mettrait fin au principal *casus belli* avec cette organisation.

Aujourd'hui, nous sommes moins en sécurité qu'avant car nos troupes sont plus exposées et parce que nous avons déclenché la colère de nombreux musulmans, mais ce n'est pas la question qu'il faut se poser. La vraie question n'est pas de savoir si nous sommes aujourd'hui plus en sécurité qu'avant, mais si nous aurions été plus en sécurité si nous n'avions rien fait. Or, si nous n'avions rien fait, de nombreux attentats que nous avons déjoué en faisant des prisonniers et en saisissant des documents auraient été commis. En Irak, si nous n'avions pas agi, Saddam Hussein serait encore en train de chercher à acquérir des armes de destruction massive et ne parlons pas du sort des Irakiens.

Si on écoute les textes d'Al Qaïda, on découvre que si l'organisation s'oppose à l'invasion de l'Irak ce n'est pas par respect pour la souveraineté du pays ou pour le droit international, mais parce que nous la gênons. Il faut se souvenir que les attaques contre le Kenya et la Tanzanie ont eu lieu avant les guerres contre l'Irak et l'Afghanistan. Depuis, des États qui n'avaient rien à voir avec ces événements ont connu des attentats. En fait, Ben Laden a affirmé que c'est le retrait des troupes états-uniennes du Liban qui l'a convaincu de la façon de procéder. Aussi, les Espagnols qui espèrent qu'un retrait de leurs troupes d'Irak leur permettra d'être épargnés se trompent. Al Qaïda utilise les bombes pour acquérir une influence géopolitique et teste notre vulnérabilité.

George W. Bush



George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

« Aucun terrain neutre »

Source : Wall Street Journal

Référence : « No Neutral Ground », par George W. Bush, *Wall Street Journal*, 19 mars 2004. Cette tribune est l'adaptation du discours prononcé le 19 mars 2004 par le président états-unien devant les diplomates des 84 pays participant à la « guerre au terrorisme ». Le texte intégral de cette intervention est disponible en français sur le fil diplomatique du Réseau Voltaire.

Nous représentons 84 pays unis face à un danger commun. Nous sommes les nations qui ont reconnu la menace du terrorisme et nous sommes les nations qui vont la vaincre. Nous ne céderons pas devant la violence du plus petit nombre. Les meurtres de Madrid, face auxquels nous compatissons, nous rappellent que nous sommes engagés dans un nouveau type de guerre où les civils sont en première ligne et où les attaques de l'adversaires visent à nous démoraliser. Il est dans l'intérêt de tous les gouvernements de combattre et de détruire ces menaces pour nos peuples.

Cette guerre oppose deux visions de la justice et de la valeur de la vie. Ce ne sont pas nos politiques qui offensent les terroristes, c'est l'existence de nos nations libres. Leur objectif est de contrôler les populations du Moyen-Orient et d'exercer un chantage avec leurs armes de terreur massive sur le reste du monde. Il ne peut y avoir de paix séparée avec les terroristes et chaque geste de faiblesse valide leur violence.

Nous devons agir ensemble contre ces groupes. Déjà nous avons connu des réussites en saisissant 200 millions de dollars d'avoirs des terroristes et en arrêtant ou tuant deux tiers des dirigeants d'Al Qaïda connus. Cela forme un message clair : les assassins seront traqués et ils devront faire face à la justice. Notre coalition s'est mobilisée contre le transfert de matériel mortel. Nous avons fondé la *Proliferation Security Initiative* et nous avons démantelé les réseaux du Dr. Khan.

Notre coalition affronte la dangereuse combinaison des États voyous, des armes de destruction massive et des réseaux terroristes. Nous avons libéré l'Afghanistan et de nombreux pays ont participé à la libération de l'Irak. Dans ce pays, nous faisons encore face à de nombreux adversaires, mais les Irakiens sont mieux à présent que Saddam Hussein n'est plus au pouvoir et toutes les nations ont aujourd'hui intérêt à la stabilisation du pays. Nous savons grâce à des documents saisis que les réseaux de Zarqawi en Irak sont au bord de l'épuisement. L'Irak et l'Afghanistan offre la possibilité d'amorcer la démocratisation de toute la région.

Que Dieu bénisse nos efforts.

William M. Arkin

William M. Arkin est analyste en questions militaires, rédacteur du site *The U.S. Military Online*. Il est chroniqueur du *Los Angeles Times*.

« Des plans de guerre de radin, pas allégés »

Source : Los Angeles Times

Référence : « War Plans Meaner, Not Leaner », par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 21 mars 2004.

Quand **Donald Rumsfeld** a été nommé secrétaire à la Défense, il a promis de rompre avec le passé et avec les approches de la Guerre froide et de l'ère Clinton. Sa doctrine, peu à peu dévoilée, loin d'avoir simplifié le planning militaire, l'a en réalité rendu plus complexe compte tenu des ambitions de l'administration Bush.

Cette doctrine repose sur le concept de « stratégie de défense 1-4-2-1 » : être capable de défendre totalement un pays (les États-Unis), de faire face aux menaces dans quatre régions en même temps (l'Europe, l'Asie du Nord Est, l'Extrême Orient, et le Moyen-Orient), d'avoir la possibilité de défaire les agressions dans deux régions simultanément et de gagner une guerre de façon décisive dans un pays « quand et où nous le voudrons ». Cette stratégie vise à ce que les États-Unis soient capables de mener quatre guerre en même temps, ce qui suppose de pouvoir le faire avec moins de troupes, mais qui disposeraient de meilleurs renseignements pour frapper l'ennemi.

Cette approche était censée réduire le nombre de plans de guerre en s'appuyant sur l'exemple afghan, transposable partout, mais cela a conduit en réalité à une multiplication des scénarios. Alors qu'elle ambitionnait de rompre avec l'époque de la Guerre froide, cette approche garde de nombreux points communs avec cette période. Toutefois, depuis le 11 septembre, on assiste à des modifications. Ainsi, le **Pentagone** a rédigé le « OPLAN 2525 », prévoyant la prise de contrôle du pays par les militaires états-uniens en cas de chute des autorités civiles après une attaque terroriste massive. En outre, les plans ont mis fin à la ségrégation entre les frappes conventionnelles et les frappes nucléaires dans les plans de guerre. La **CIA** est également directement intégrée à ces scénarios.

Cette approche laisse envisager de nouvelles augmentations du budget militaire. Elle ne met l'accent que sur le triomphe militaire, pas sur le maintien de la paix qui s'en suivrait.